

Brèves Matinales

Ce document est un condensé de la presse nationale et internationale, il ne reflète en aucun cas le point de vue du Centre Carter. La sélection d'articles présentée n'a pas vocation à être exhaustive.

Brèves Matinales - jeudi 12 janvier 2023

SOMMAIRE

- RDC : Human Rights Watch accuse Paul Kagame d'instrumentaliser les droits des réfugiés
- Patrick Muyaya juge inhumain le fait que les réfugiés congolais soient instrumentalisés par Paul Kagame pour des raisons politiques
- La Suède présente sa stratégie de coopération et de développement en RDC, de 2021 à 2025
- Kinshasa : la CENI et la société civile échangent sur les irrégularités et les défis de l'enrôlement des électeurs
- Droits des femmes : ONU Femmes a dévoilé le thème de la JIF 2023
- RDC : « le CSK entend prendre activement part à l'amélioration du savoir des femmes dans le domaine de la science et de la technologie », Berthe Zinga
- RDC : Après sa démission comme gouverneur du Lualaba, Richard Muyej disposé à affronter la justice
- Projet Tshilejelu : l'OVD résilie le contrat avec GREC 7 au Kasai-Oriental
- Nord-Kivu : le chef d'Etat-major des FARDC encouragé à lancer des offensives « foudroyantes » contre le M23
- Ituri : 2 espions du M23/RDF arrêtés par les services de sécurité à Bunia

- **DROITS HUMAINS**

RDC : Human Rights Watch accuse Paul Kagame d'instrumentaliser les droits des réfugiés

Dans un communiqué publié ce mercredi 11 janvier 2023, l'ONG Human Rights Watch accuse le président du Rwanda d'instrumentaliser les droits des réfugiés. Pour Human Rights Watch, la récente déclaration Paul Kagame illustre crûment la politisation des droits des réfugiés par le gouvernement rwandais. À l'en croire, elle intervient à un moment où le Rwanda vient de conclure un accord peu scrupuleux d'un montant de 120 millions de livres (environ 145 millions de dollars américains, ndlr) avec le Royaume-Uni pour accueillir des demandeurs d'asile arrivés au Royaume-Uni par des voies irrégulières. Selon cette ONG, cette déclaration de Paul Kagame témoigne du refus des autorités de son pays de prendre leurs responsabilités et d'assurer que justice soit rendue pour les abus perpétrés par les Forces de sécurité rwandaises, y compris à l'encontre des réfugiés

La Suède présente sa stratégie de coopération et de développement en RDC, de 2021 à 2025

La Suède présente sa stratégie de coopération et de développement en RDC, de 2021 à 2025. L'ambassadeur de Suède en RDC, a tenu ce mardi 10 janvier une conférence de presse en sa résidence à Kinshasa au cours de laquelle il a présenté la stratégie de coopération de développement de son pays en RDC, pour la période 2021-2025. Cette stratégie de coopération est axée, entre autres, sur le service égalitaire de la santé, le développement durable de communautés et l'environnement. La Suède appuie financièrement les organismes nationaux et internationaux pour répondre aux besoins de la population victime des guerres. « On a parlé du secteur de la santé et de l'accès égalitaire au service santé, la santé des femmes et des filles et des enfants. On a parlé encore d'un autre secteur, qui est celui de la consolidation de la paix qui est lié aux différentes perspectives alors d'aide d'urgence à court terme mais aussi au développement à long terme, et aussi aux questions de stabilité, de sécurité où la Suède est déjà présente à travers différents partenaires humanitaires et aussi de développement comme l'UNFPA, ONU Femmes, Le PAM, le PNUD » dans l'Est du pays, a précisé l'ambassadeur Henric Rasbrant. Le diplomate suédois a également évoqué l'appui financier "flexible" accordé aux partenaires là où les besoins sont plus importants et plus grands.

Kinshasa : la CENI et la société civile échangent sur les irrégularités et les défis de l'enrôlement des électeurs

Le secrétariat exécutif provincial de la Commission électorale nationale indépendante (CENI) à Kinshasa et des organisations de la société civile ont échangé lundi 9 janvier à Kinshasa autour de l'opération d'identification et d'enrôlement des électeurs en cours dans la première aire opérationnelle. Les participants ont débattu des irrégularités et des défis concernant cette opération électorale, afin d'éclairer certaines zones d'ombres et permettre à la CENI d'améliorer la qualité de son travail.

"Vous avez entendu comment les gens se plaignent, vous arrivez dans un centre d'inscription, parce que vous n'avez pas l'ancienne carte, on vous demande 3 000 franc congolais ou 4 000 francs pour avoir la carte. Aujourd'hui, le pays est agressé, les ennemis du Congo trouvent quand vous donnez l'argent, on vous donne la carte, ils peuvent venir avec même 5 000 dollars et faire infiltrer cinq mille ou quarante mille étrangers", a déploré un des participants, Dieumerici Batsino Ekole, président de l'ONG La voie citoyenne.

- **DROITS DES FEMMES**

Droits des femmes : ONU Femmes a dévoilé le thème de la JIF 2023

L'entité des Nations Unies qui milite pour l'égalité des sexes dans le monde a rendu public le thème qui va conduire les activités de la journée internationale des femmes (JIF 2023). « Pour un monde digital inclusif : innovation et technologies pour l'égalité des sexes ». ONU Femmes justifie le choix de ce thème par les objectifs de la 67e session de la Commission de la condition de la femme (CSW-67), car le thème associé à cette rencontre cette année s'articule autour de « L'innovation, le changement technologique et l'éducation à l'ère du numérique pour réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les

filles ». La JIF de 2023 explorera l'impact de l'écart entre les sexes dans le numérique sur l'élargissement des inégalités économiques et sociales. La rencontre mettra également en évidence la nécessité de protéger les droits des femmes et des filles dans les espaces numériques et de s'attaquer à la violence basée sur le genre en ligne et facilitée par les TIC.

RDC : « le CSK entend prendre activement part à l'amélioration du savoir des femmes dans le domaine de la science et de la technologie », Berthe Zinga

Au mois de décembre, l'Université de Kinshasa (UNIKIN) a honoré des membres de sa communauté. Professeure ordinaire à la faculté de médecine, Berthe Zinga Ilunga a reçu le prix Sophie Kanza récompensant son rôle dans la défense de l'égalité du genre. Dans un entretien accordé au Desk femme d'Actualité.cd, elle revient sur son parcours et dresse un bilan de l'enseignement universitaire au Congo. Bonjour Professeure Berthe Zinga. Merci de nous accorder cette interview. Vous venez de recevoir le prix du dynamisme chercheur à l'Université de Kinshasa. Que représente pour vous cette reconnaissance ? **Berthe Zinga** : Depuis que j'ai abordé l'assistanat académique en 1983, je suis resté fidèle aux missions d'enseignement, de recherches et de service à la société. Je sors d'une période d'intenses activités liées aux travaux de fin d'études des futurs médecins et d'une retraite en résidence bloquée à Bibwa, des membres du Cercle Sophie Kanza, l'Association des Femmes Professeures d'Université en RDC, destinée à la révision des statuts et à l'actualisation du plan d'action. Je suis heureuse de constater que notre action pour l'équité du genre, considérée comme l'un des critères de crédibilité de toute action du développement, est prise en compte par les autorités académiques que je remercie par ailleurs.

Projet Tshilejelu : l'OVD résilie le contrat avec GREC 7 au Kasai-Oriental

L'Office des voiries et drainage (OVD) affirme avoir résilié, mercredi 11 janvier, son contrat avec l'entreprise chinoise GREC 7 dans le cadre du projet Tshilejelu, au Kasai-Oriental. A l'initiative du chef de l'Etat, ce projet consistait à réhabiliter et moderniser 25 KM de la voirie urbaine de Mbuji-Mayi, chef-lieu de cette province. Selon le PCA de l'OVD, Martin Tshipama, cette décision est due à la lenteur de GREC 7 dans l'exécution des travaux de différents projets exécutés à Kananga (Kasai-Central) et Mwene-Ditu (Lomami). « *Le magistrat suprême de ce pays a pris la décision dans le cadre de Tshilejelu de résilier le contrat qui nous liait à GREC. Ils ont reçu la lettre. On leur retire tout ce qu'ils avaient dans le cadre de Tshilejelu, et nous allons trouver une autre entreprise pour prendre les choses en mains. Nous avons déjà beaucoup de demandes. Cette fois-ci, nous voulons désigner une entreprise qui a un équipement, des engins routiers, et qui a des disponibilités déjà ici à Mbuji-Mayi, surtout en ce qui concerne Mbuji-Mayi et Kananga même* » a-t-il expliqué.

- **SITUATION POLITIQUE**

Patrick Muyaya juge inhumain le fait que les réfugiés congolais soient instrumentalisés par Paul Kagame pour des raisons politiques

Le ministre de la Communication et des Médias, Patrick Muyaya a jugé inhumain le fait que les réfugiés congolais soient instrumentalisés par le président rwandais pour des raisons politiques. Il a indiqué, mercredi 11 janvier, qu'environ 77 000 réfugiés congolais séjournent au Rwanda. M. Muyaya a livré ces chiffres au cours de la conférence de presse conjointe avec le ministre de l'Enseignement supérieur et universitaire (ESU), à Kinshasa. Selon lui, le président Paul Kagame, en refusant d'accueillir les réfugiés venant de la RDC, a fait fi des droits humains : « Dans l'attitude dont fait montre le Président Kagame même si j'ai vu qu'il y a eu tentative de recul sur le sujet, il a dévoilé ses intentions. Donc pour lui, les droits humains n'ont aucune valeur ».

Paul Kagame va-t-il expulser les réfugiés vers la RDC ? Le gouvernement rwandais apporte une nuance

Mardi, Yolande Makolo, porte-parole du gouvernement rwandais, a nuancé les propos de son président « Plutôt que de relever le défi d'apporter la sécurité et la paix dans une région dont les citoyens ne méritent rien de moins, certains médias ont plutôt choisi de déformer l'appel du président Kagame au leadership et à la responsabilité comme une menace d'expulsion ou d'interdiction des réfugiés ». Elle s'est montrée moins offensive que Paul Kagame sur cette question : « Ce que le président a abordé, c'est l'hypocrisie flagrante en critiquant et en accusant le Rwanda d'être à la base de l'échec de l'État en RDC, et qui est ensuite censé accueillir ceux qui cherchent refuge contre les conséquences de cet échec ». Yolande Makolo, dont le père est congolais et la mère rwandaise, est également revenue sur ce qu'elle et son gouvernement attendent de la RDC et de la communauté internationale. « *Rien ne changera jusqu'à ce que la communauté internationale et le gouvernement de la RDC cessent de se soustraire à leurs responsabilités et commencent à s'attaquer aux véritables causes de la crise. Blâmer le Rwanda trahit les citoyens des deux côtés de la frontière, alimente les discours de haine et la persécution, provoquant le déplacement de plus de citoyens congolais* ». « *Le Rwanda n'a pas l'intention d'expulser ou d'interdire les réfugiés. Nous accueillons toujours les personnes fuyant l'insécurité, la persécution et la violence. Nous demandons à la communauté internationale de prendre la responsabilité de trouver une solution durable pour ce groupe oublié de réfugiés de la RDC* ». Le Rwanda comptait en novembre 2022 quelque 72.000 réfugiés congolais, selon le Haut-commissariat de l'ONU aux réfugiés (UNHCR).

RDC : Après sa démission comme gouverneur du Lualaba, Richard Muyej disposé à affronter la justice

En démêlé avec la justice notamment pour une affaire de détournement de fonds publics, le Gouverneur démissionnaire de la province du Lualaba Richard Muyej se dit disposé à affronter l'instruction du dossier le mettant en cause. À l'en croire, le dossier se poursuit normalement. « *Je suis serein. Je vais répondre à différentes invitations. Et je suis prêt. Je suis un homme politique et je me prépare à tout* », a répondu Richard Muyej sur la radio onusienne en RDC. Pour motiver sa démission, Richard Muyej a rappelé qu'il ne sait gérer sa province depuis deux ans étant dans la capitale Kinshasa à 2000 Km du Lualaba. « *Ça fait deux ans que je suis loin de ma province. Deux ans que ma province tâtonne. Deux ans que ma province peine à soutenir l'élan de relance. J'estime qu'il était temps que j'arrête. Je ne sais pas exercer mes fonctions à 2000 Km de ma province* », a-t-il expliqué. Pour rappel, mardi 10 janvier 2023, le Gouverneur du Lualaba Richard Muyej a transmis sa lettre de démission au Président de la République Félix Tshisekedi par le biais du Vice-Premier Ministre, Ministre de l'intérieur Daniel Aselo. Cette démission de Richard Muyej est intervenue deux ans après sa rétention à Kinshasa loin du Lualaba.

- **SECURITE**

Nord-Kivu : le chef d'Etat-major des FARDC encouragé à lancer des offensives « foudroyantes » contre le M23

La société civile de Nyiragongo et des ONG de ce territoire ont encouragé, mercredi 11 janvier, chef d'Etat-major général des FARDC à lancer des opérations pour la reconquête des villages sous occupation du M23. Ils l'ont dit au cours d'un échange à Goma, chef-lieu du Nord-Kivu. « L'objectif ultime est de lancer les offensives foudroyantes contre les rebelles afin de reconquérir toutes les zones assiégées », a déclaré le président de la société civile du territoire de Nyiragongo, Mambo Kawayo. Il dit également attendre de la visite du général Christian Chiwewe des résultats satisfaisants sur le plan opérationnel sur le terrain des combats.

Ituri : 2 espions du M23/RDF arrêtés par les services de sécurité à Bunia

Les services de sécurité ont mis la main sur 5 présumés criminels parmi lesquels 2 présentés comme des espions des terroristes du M23/RDF en ville de Bunia, chef-lieu de la province de l'Ituri. Ces 5 présumés criminels ont été présentés, mercredi 11 janvier 2023, au gouverneur de la province de l'Ituri, le lieutenant général Luboya N'kashama Johnny, par le chef de la Police en Ituri, le commissaire divisionnaire adjoint Ngoy Sengelwa. Dans ses explications, le commandant de la Police en Ituri a fait savoir que les deux espions des terroristes du M23/RDF, à savoir : Taikonzi et Ndayimana Tako, voulaient entrer en contact avec certaine milice de l'Ituri afin de créer une relation. Dans le lot se trouve également Kiza Bakavona. Ce dernier est un général autoproclamé au sein de la milice Zaïre. Peu avant d'intégrer cette milice, Kiza Bakavona était un élément au sein de la Police nationale congolaise (PNC).